

Informations complémentaires concernant l'avis de marché

Dossier d'appel d'offres

Marché de fourniture et de livraison d'équipements de protection individuelle au profit du cantonnement des Eaux et Forêts, de la protection civile, du commissariat de police nationale et de la gendarmerie nationale de Tengréla en République de Côte d'Ivoire

10/SECORCI2/FOUR/COGINTA/2025

- **Lot 1 : Acquisition d'équipements de protection individuelle au profit du cantonnement des Eaux et Forêts de Tengrela**
- **Lot 2 : Acquisition d'équipements de protection individuelle au profit de la Protection Civile de Tengrela**
- **Lot 3 : Acquisition d'équipements de protection individuelle et de maintien d'ordre au profit de la du Commissariat Police nationale de Tengrela**
- **Lot 4 : Acquisition des équipements de protection balistique individuelle au profit des unités mobiles de Gendarmerie Nationale de Tengrela**

1. Nature du marché

Prix unitaire

2. Intitulé du programme

Projet d'appui à la sécurisation et à la valorisation de l'exploitation aurifère artisanale comme facteur de développement et de cohésion sociale au Nord de la Côte d'Ivoire (SECORCI 2).

3. Financement

Le projet est financé par l'Union européenne conformément aux règles du contrat de subvention portant la référence NDICI AFRICA/2024/457-641.

4. Base juridique, éligibilité et règles d'origine

La base juridique de la présente procédure est le règlement (UE) 2021/947 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVDCI)¹. Voir annexe A2 du Guide pratique des procédures contractuelles applicables à l'action extérieure de l'UE (PRAG).

Pour la présente procédure d'attribution de marché, financée par le programme relatif à la paix et à la stabilité de l'IVDCI, la participation est ouverte sans restriction.

Toutes les fournitures achetées dans le cadre du présent marché peuvent provenir de n'importe quel pays.

¹ Règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil (JO L 209 du 14.6.2021, p. 1).

5. Candidature

Toute personne physique ou morale éligible (au sens du point 4 ci-dessus) ou tout groupement de telles personnes (consortium) peut participer ou soumettre une offre.

Un consortium peut être, soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins d'une procédure de passation de marché spécifique. Tous les partenaires d'un consortium (c'est-à-dire le chef de file et tous les autres partenaires) sont conjointement et solidairement responsables devant le pouvoir adjudicateur.

La participation ou l'offre d'une personne physique ou morale inéligible entraînera l'exclusion automatique de la personne concernée. En particulier, si cette personne fait partie d'un consortium, son exclusion entraînera celle du consortium dans son ensemble.

6. Nombres d'offres

Une personne physique ou morale ne peut pas soumettre plus d'une demande de participation ou offre, quelle que soit la forme de sa participation (en tant qu'entité légale individuelle ou en tant que chef de file ou partenaire d'un consortium soumettant une demande de participation ou une offre). Si une personne physique ou morale soumet plus d'une demande de participation ou offre, toutes les demandes de participation ou offres auxquelles cette personne participe seront rejetées.

En cas de lots, les candidats ou soumissionnaires ne peuvent soumettre qu'une seule demande de participation ou offre pour chaque lot. Les marchés seront attribués lot par lot et chaque lot fera l'objet d'un contrat distinct.

7. Motifs d'exclusion

Les candidats doivent présenter une déclaration signée, incluse dans le formulaire de demande de participation, par laquelle ils attestent qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations visées à la section 2.6.10.1. du **PRAG**. Lorsque le candidat entend avoir recours à des entités pourvoyeuses de capacités ou à un ou plusieurs sous-traitants, il doit fournir la même déclaration signée par cette ou ces entités.

Les candidats figurant sur les listes des personnes, groupes et entités faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE (voir section 2.4. du PRAG) au moment de la décision d'attribution ne peuvent se voir attribuer le marché.

8. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

9. Nombre de candidats présélectionnés

Non applicable.

10. Interdiction d'association entre candidats présélectionnés

Non applicable.

11. Date prévue pour l'envoi des invitations à soumissionner

Jeudi, 13 février 2025

12. Date prévue pour le commencement de l'exécution du marché

Vendredi, 11 avril 2025

13. Période de mise en œuvre des tâches

La période de mise en œuvre des tâches est de 90 jours calendaires à compter de la date de la dernière signature du contrat jusqu'à la réception provisoire.

14. Langue de la procédure

Le français sera utilisé dans toute communication écrite relative au présent appel d'offres et au présent marché.

15. Informations complémentaires

Les données financières que le candidat doit fournir dans le formulaire de demande de participation ou dans le formulaire de soumission d'une offre doivent être exprimées en [XOF]. Le cas échéant, lorsqu'un candidat mentionne des montants initialement exprimés dans une autre monnaie, la conversion en [XOF] est effectuée conformément au taux de change InforEuro de **mars 2025**, qui peut être consulté à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/procedures-guidelines-tenders/information-contractors-and-beneficiaries/exchange-rate-inforeuro_fr.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

16. Critères de sélection

Entités pourvoyeuses de capacités

Un opérateur économique (soit un candidat ou un soumissionnaire) peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, avoir recours aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens entre lui-même et ces entités. Si l'opérateur économique s'appuie sur d'autres entités, il doit alors prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des ressources nécessaires pour exécuter le marché en produisant un document par lequel ces entités s'engagent à mettre ces ressources à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité, notamment celle de la nationalité, et remplir les mêmes critères de sélection que l'opérateur économique. **En outre, les informations relatives à ces entités tierces au regard des critères de sélection applicables devront figurer dans un document séparé.** La preuve de leur capacité devra également être fournie à la demande du pouvoir adjudicateur.

En ce qui concerne les critères techniques et professionnels, un opérateur économique ne pourra avoir recours aux capacités d'autres entités que lorsque ces dernières exécuteront les tâches pour lesquelles ces capacités sont requises.

En ce qui concerne les critères économiques et financiers, les entités aux capacités desquelles l'opérateur économique a recours deviennent conjointement et solidairement responsables pour l'exécution du marché.

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux candidats. Si une demande de participation est soumise par un consortium, ces critères de sélection s'appliqueront au consortium dans son ensemble, sauf disposition contraire. Les critères de sélection ne s'appliqueront pas aux personnes physiques et aux sociétés unipersonnelles lorsqu'elles participent en tant que sous-traitants.

Le candidat ne peut invoquer comme référence au regard des critères de sélection une expérience antérieure qui s'est soldée par la rupture du contrat et sa résiliation par le pouvoir adjudicateur.

Les critères de sélection pour chaque soumissionnaire sont les suivants :

- 1) Capacité économique et financière** (à préciser en fonction de la rubrique 3 du formulaire de demande de participation, ou de la rubrique 3 du bordereau de soumission pour les marchés de fournitures). Si le candidat est un organisme public, des informations équivalentes doivent être fournies. La période de référence qui sera prise en considération correspond aux trois derniers exercices clos.

Les critères de sélection pour chaque soumissionnaire sont les suivants chacun des lots :

14.a. Capacité économique et financière du candidat :

i. Chiffres d'affaires

- Le chiffre d'affaires annuel moyen du soumissionnaire au cours des trois dernières années (exercices clos) doit être supérieur ou égal à 50.000.000 XOF

ii. Ratio liquidité :

Le ratio de liquidité générale (actif à court terme par rapport au passif à court terme) doit être d'au moins 1 pour le dernier exercice clos. Dans le cas d'un consortium, ce critère doit être rempli par chacun des membres de celui-ci.

2) Capacité professionnelle (à préciser en fonction des rubriques 4 et 5 du formulaire de demande de participation pour les marchés de services et des rubriques 4 et 5 du bordereau de soumission pour les marchés de fournitures). La période de référence qui sera prise en considération correspond aux trois derniers exercices précédant la date limite de soumission.

Les critères applicables aux personnes morales et aux personnes physiques sont les suivants pour tous les lots :

- Au moins 3 membres du personnel du candidat/soumissionnaire travaillent actuellement dans des domaines en rapport avec le présent marché ;

3) Capacité technique (à préciser en fonction des rubriques 5 et 6 du formulaire de demande de participation pour les marchés de services et des rubriques 5 et 6 du bordereau de soumission pour les marchés de fournitures). La période de référence qui sera prise en considération correspond aux trois derniers exercices précédant la date limite de soumission.

Le candidat doit justifier des fournitures dans le cadre d'au moins 2 marchés dont le budget était équivalent à 50 millions ayant été exécutés à n'importe quel moment au cours de la période de référence : 3 dernières années.

Cela signifie que le marché auquel le candidat se réfère peut avoir commencé à tout moment au cours de la période indiquée, mais ne doit pas nécessairement avoir été achevé durant cette période, ni avoir été exécuté pendant toute la période concernée. Les candidats peuvent se référer, soit à des projets qui ont été achevés pendant la période de référence (même s'ils ont démarré avant cette période), soit à des projets qui ne sont pas encore achevés. Seule la partie qui a été menée à bien pendant la période de référence sera prise en compte. La bonne réalisation de cette partie devra être étayée par des pièces justificatives (déclaration ou attestation émanant de l'entité qui a attribué le marché, preuve de paiement), avec indication du montant correspondant. Si le projet a été mis en œuvre par un consortium, les pièces justificatives devront montrer clairement quelle est la part (en pourcentage) que le candidat a menée à bien. Si des critères de sélection relatifs à la pertinence de l'expérience sont appliqués, les pièces justificatives devront également contenir une description de la nature des services fournis/des fournitures livrées.

17. Critères d'attribution

Le critère d'attribution est le prix.

PARTICIPATION

18. Présentation des offres et informations à fournir

Les offres doivent être soumises au moyen du formulaire de demande de participation, dont le format et les instructions doivent être strictement respectés. Le formulaire de demande de participation est disponible sur l'internet à l'adresse suivante:

<https://wikis.ec.europa.eu/display/ExactExternalWikiFR/Annexes>

La demande de participation doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection établie au moyen du modèle disponible sur l'internet à l'adresse suivante:

[Annexes - EXACT External Wiki - FR - EC Public Wiki \(europa.eu\)](#)

Aucun document (brochure, lettre, etc.) joint à la demande de participation en plus des documents requis ne sera pris en considération.

19. Modalités de soumission des offres

Les offres doivent être transmises en français uniquement au pouvoir adjudicateur sous enveloppe scellée:

- soit par la poste ou par service de messagerie, auxquels cas le cachet de la poste ou la date du récépissé de dépôt fait foi, à:

A l'attention de Hipolyte SIB
ONG Coginta Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01
+225 07 48 43 53 47
E-mail : sib@coginta.org , yao@coginta.org

soit en mains propres directement dans les locaux du pouvoir adjudicateur par le participant en personne ou par un mandataire du participant, contre accusé de réception signé et daté, auquel cas l'accusé de réception fait foi, à:

Richard N'GUETTA
ONG Coginta Côte d'Ivoire
Angré 9 Tranche, Cité STAR 12, Abidjan
Code postal : Abidjan 01
+225 07 07 47 80 85

L'intitulé et la référence de publication du marché (voir l'avis de marché) doivent figurer lisiblement sur l'enveloppe contenant la demande de participation et doivent être mentionnés dans toute correspondance ultérieure avec le pouvoir adjudicateur.

Les offres soumises par tout autre moyen ne seront pas prises en considération.

20. Date limite de soumission des offres

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il existe deux systèmes différents pour l'envoi des offres : d'une part, l'envoi par la poste ou par un service de messagerie privé et, d'autre part, la remise en mains propres.

Dans le premier cas, la demande de participation doit être envoyée avant la date et l'heure limites de soumission, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt faisant foi², tandis que, dans le second cas, c'est l'accusé de réception délivré au moment de la réception de la demande de participation qui fait foi.

La date limite de soumission des offres est indiquée au point IV.2.2 de l'avis de marché.

Les offres adressées au pouvoir adjudicateur après la date limite ne seront pas prises en considération. Le pouvoir adjudicateur peut, pour des raisons d'efficacité administrative, rejeter toute demande de participation soumise à temps mais reçue, pour des raisons échappant au contrôle du pouvoir adjudicateur, après la date effective d'approbation de la liste des candidats présélectionnés, si le fait d'accepter des offres soumises à temps mais arrivées tardivement risque de retarder exagérément la procédure d'évaluation ou de remettre en cause des décisions déjà prises et communiquées.

21. Éclaircissements concernant l'avis de marché

Toute demande d'éclaircissements doit être faite par écrit à l'attention du Pouvoir adjudicateur. Ce

² Il est conseillé de recourir à l'envoi recommandé, au cas où le cachet de la poste ne serait pas lisible.

point concerne à la fois les demandes d'éclaircissements relatives à l'avis de marché et celles relatives au contenu du document intitulé « Informations complémentaires sur l'avis de marché ». Des éclaircissements peuvent être demandés au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des offres indiquée au point **IV.2.2 de l'avis de marché**.

Les éclaircissements seront publiés dans la presse écrite en Côte d'Ivoire au plus tard huit jours avant la date limite de soumission des offres. Il appartient aux candidats de consulter pour se tenir au courant des mises à jour et des modifications durant toute la période de soumission.

22. Résultats de l'évaluation

En soumettant une demande de participation, les candidats acceptent d'être informés de l'issue de la procédure par voie électronique. Cette information est réputée avoir été reçue à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur l'a envoyée à l'adresse électronique indiquée dans le formulaire de demande de participation.

23. Modification ou retrait des offres

Les candidats peuvent modifier ou retirer leurs soumissions par notification écrite avant la date limite de soumission des offres. Aucune soumission ne pourra être modifiée après cette date.

Toute notification de modification ou de retrait doit être préparée et soumise conformément aux instructions énoncées au point précédent. L'enveloppe extérieure (et, le cas échéant, l'enveloppe intérieure correspondante) devra porter la mention « Modification » ou « Retrait », selon le cas.